



COMMUNIQUE DE GORÉE

GOREE INSTITUTE est une organisation panafricaine de la société civile, qui a pour mission de contribuer à la mise en place de sociétés paisibles, justes et autosuffisantes en Afrique, de renforcer le dialogue politique pour la résolution pacifique des conflits, de contribuer à la consolidation des processus démocratiques et des institutions, et d'encourager la créativité artistique, sociale et économique.

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet « **vers une synergie citoyenne ouest-africaine pour la transparence et l'équité dans la gestion et la redistribution des ressources des industries extractives** », le Centre pour la Démocratie, le Développement et la Culture en Afrique, connu sous le nom d'Institut Gorée, a commandité depuis mars 2022 deux études sur les politiques, législations et instruments de gestion des revenus issus de l'exploitation des ressources naturelles dans six pays ouest-africains. Lesdites études ont montré que la prévention et la gestion des conflits liés aux ressources extractives est un enjeu crucial en Afrique de l'Ouest notamment au Sénégal, en Guinée, au Sierra Léone, au Nigéria, en Côte d'Ivoire et enfin au Ghana.

A la suite des études, l'Institut a organisé du 31 mai au 02 juin un atelier régional de renforcement de capacités au profit des organisations de la société civile et des médias dans l'optique de les outiller sur les mécanismes de prévention et de gestion des conflits liés aux ressources naturelles en Afrique de l'Ouest.

Nous, participants à l'atelier régional de Gorée, acteurs de la société civile et acteurs des médias du Sénégal, de la Côte d'Ivoire et de la Guinée,

Considérant la situation préoccupante que traverse l'Afrique de l'Ouest en général et les pays cibles en particulier, marquée par des crises multiformes de gouvernance du secteur extractif ;

Conscients des risques importants de conflits et de déstabilisation pouvant découler de l'exploitation des ressources naturelles dans ces pays déjà assez vulnérables ;

Préoccupés par l'évolution des tensions qui existent entre les communautés impactées et les industries extractives ;

Tenant compte du rôle important que peuvent jouer les principaux acteurs de la gouvernance des industries extractives dont l'ITIE (Initiative pour la transparence dans les industries extractives ; la CEDEAO et ses États membres ; l'UEMOA ; les entreprises extractives ; les partenaires techniques et financiers et la société civile pour une résolution pacifique des conflits liés aux ressources en Afrique de l'Ouest ;

Conscients de l'importance d'impliquer toutes les parties prenantes dans la prévention, la gestion et la résolution des conflits liés aux ressources extractives,

Appelons,

Les acteurs impliqués dans le secteur extractif à prendre en compte les besoins des populations impactées par l'exploitation de ces ressources dans les zones d'extraction ;
les organisations sous régionales et régionales notamment la Mission de l'Union Africaine pour le Mali et le Sahel (MISAHEL), le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) etc. à la mobilisation et la mise en commun des efforts pour garantir la paix et la stabilité dans cette région,
la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) à rechercher les voies et moyens pour mettre fin à l'escalade de violence et encourager les parties à recourir au dialogue pour lever les obstacles à une paix durable,
les différents acteurs et parties prenantes à mutualiser leurs efforts afin de lutter efficacement contre les menaces sécuritaires et politiques au Sahel.

Recommandons,

Aux États de :

- S'assurer que les politiques des gouvernements et les cadres juridiques et institutionnels favorisent la prévention, la résolution des conflits et le développement durable ;
- Mettre en pratique les engagements résultant de l'adhésion aux normes internationales telles que l'Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE) afin de favoriser la bonne gouvernance des industries extractives ;
- Mettre en place des cadres de concertation multi-acteurs pour la prévention et la gestion des conflits, le suivi des obligations contractuelles et le respect des droits des communautés impactées par les projets ;
- Mettre en place les infrastructures et les services essentiels de base dans le respect des normes dans les zones minières.

Aux Industries extractives de:

- Garantir une exploitation responsable et transparente à la lumière des bonnes pratiques telles que définies dans les normes mondiales : SFI, Pacte mondial, ITIE, Principes volontaires ;
- Etablir des relations de confiance fondées sur la collaboration, la consultation, le partage d'informations et la concertation avec les autres parties prenantes ;
- Favoriser le développement local avec une bonne mise en œuvre du contenu local et une RSE concertée en adéquation avec les priorités des communautés riveraines impactées ;
- S'assurer que les bonnes informations relatives au projet sont disponibles et accessibles à toutes les parties concernées ;
- Etablir et participer aux processus de résolution des griefs pour répondre aux plaintes particulières, susceptibles d'être formulées pendant la phase de mise en œuvre d'un projet ;
- Garantir la transparence dans la représentation des intérêts des parties prenantes et de la communauté ;
- S'assurer que le personnel de sécurité des entreprises mène sa mission dans le respect strict des droits des communautés riveraines ;
- Définir des projets clairs de développement durable avec la participation des communautés à la base et instaurer des mécanismes conjoints de suivi ;
- Restaurer et renforcer les moyens d'existence (traditionnels) des populations impactées et diversifier les sources de revenus.

Aux ONG et OSC de:

- Continuer de soutenir la mise en œuvre et l'amélioration des bonnes pratiques en matière d'exploitation des ressources naturelles;
- Soutenir des relations de travail efficaces entre les entreprises, les communautés et les autres parties prenantes ;
- Assurer le suivi des progrès des processus de participation et de développement assorti des rapports réguliers ;
- Participer directement aux processus d'engagement et de partenariat ;
- Renforcer les capacités des communautés sur les mécanismes de prévention et de gestion des conflits ;

Aux communautés de :

- S'informer de leurs droits et les défendre en toute liberté ;
- Veiller au suivi des obligations légales et contractuelles des compagnies ;
- Entretenir des relations apaisées avec les autres parties prenantes dont les compagnies et l'Etat ;
- Se présenter ou se faire représenter dans les espaces de prise de décision et de dialogue ;
- Développer des mécanismes adaptés de prévention, de gestion et de résolution des conflits.

Aux médias de :

- Informer l'opinion publique sur les questions liées au secteur des ressources extractives et minières ;
- Veiller à une diffusion d'informations justes et fiables ;
- Veiller à un traitement responsable des informations sensibles dans le secteur extractif ; afin d'éviter l'aggravation des conflits ;
- Garantir un traitement équilibré de l'information entre les différents acteurs
- Travailler en étroite collaboration avec la société civile, en développant une synergie d'actions, afin de renforcer la transparence, la responsabilité et la sensibilisation du public aux enjeux socio-économiques.

Fait à Gorée le 02 Juin 2023